

**DECISION N°008/11/ARMP/CRD DU 19 JANVIER 2011
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DE LA SOCIETE MATERIEL
HOSPITALIER S.A CONTESTANT LE REJET DE SON OFFRE SOUMISE DANS
LE CADRE DU MARCHE DE FOURNITURE ET D'INSTALLATION
D'EQUIPEMENTS MEDICAUX DESTINES AU PROJET HOPITAL DALAL JAMM.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

Vu le Code des obligations de l'administration modifié par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006, notamment en son article 30 ;

Vu le décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics modifié ;

Vu le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics modifié, notamment en ses articles 20 et 21;

Vu la décision n° 0005/ARMP/CRMP du 19 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

Vu la lettre en date du 7 janvier 2011 de la société Matériel Hospitalier S.A (MHO), enregistrée le même jour sous le numéro 13/11 au Secrétariat du Comité de Règlement des Différends ;

Après avoir entendu le rapport de M. Cheikh Saad Bou SAMBE, Directeur de la Réglementation et des Affaires juridiques, rapporteur, présentant la requête du demandeur ;

En présence de Monsieur Abdoulaye SYLLA, Président, de MM. Abd'El Kader N'DIAYE, Mamadou DEME et Ndiacé DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends,

De MM. Cheikh Saad Bou SAMBE, Directeur de la Réglementation et des Affaires juridiques et Oumar SARR, Conseiller juridique, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

Adopte la présente délibération fondée sur la régularité du recours, les faits et moyens exposés ci-après :

Par courrier daté du 7 janvier 2011 enregistré le même jour sous le numéro 13/11 au Secrétariat du Comité de Règlement des Différends, la société Matériel Hospitalier S.A (MHO) a introduit un recours pour contester le rejet de son offre soumise dans le cadre du marché de fourniture et d'installation d'équipements médicaux destinés au projet Hôpital Dalal Jamm.

SUR LA RECEVABILITE

Considérant qu'au terme des articles 86 et 87 du code des marchés publics, tout candidat évincé d'une procédure d'attribution d'un marché peut saisir la personne responsable dudit marché d'un recours gracieux, en invoquant une violation caractérisée de la réglementation des marchés publics ;

Que ce recours doit être exercé dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché, de l'avis d'appel d'offres ou de la communication du dossier d'appel d'offres ;

Qu'en l'absence de suite favorable à son recours gracieux, le requérant dispose de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la réponse de l'autorité contractante ou de l'expiration du délai de cinq (5) jours ci-dessus indiqué pour saisir le CRD d'un recours ;

Considérant qu'à la suite de l'évaluation des offres des soumissionnaires du marché sus nommé par la commission des marchés, l'autorité contractante a notifié au candidat MHO par courrier n° 149/PR/PHDJ/DG du 20 décembre 2010 reçu le 21 décembre 2010, le rejet de son offre ;

Considérant que par lettre datée du 22 décembre 2010 reçue le 23 décembre 2010, la société MHO a introduit auprès de l'autorité contractante une demande d'informations sur les raisons avancées par la commission pour déclarer son offre non conforme, en référence à l'article 85 du Code des Marchés modifié ;

Que n'ayant pas obtenu de réponse, le requérant a saisi une nouvelle fois l'autorité contractante par lettre n°MCP/FM/3000 en date du 4 janvier 2011 sur les raisons de son éviction, au lieu de saisir directement le CRD ;

Considérant que l'autorité contractante a attendu dix (10) jours pour donner suite à la demande du requérant par lettre n° 0002/PR/PHDJ/DG du 5 janvier 2011, mettant hors délai la société MHO sans possibilité de sanction à son encontre ; qu'à cet égard, une telle attitude ne contribue guère à la bonne marche du système de passation des marchés publics ;

Considérant toutefois qu'en dépit du non respect par l'autorité contractante des dispositions de l'article 85 du Code des Marchés publics ordonnant à toute personne responsable du marché de communiquer par écrit dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la réception d'une demande écrite à tout candidat écarté, les motifs du rejet de sa candidature ou de son offre, force est de constater que le requérant a commis une faute en saisissant tardivement le CRD ;

Qu'en effet, selon les dispositions combinées des articles 86 et 87 du Code des Marchés publics modifié, le requérant dispose d'un délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la réponse de l'autorité contractante ou de l'expiration du délai de cinq (5) jours au-delà duquel le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite pour introduire un recours devant le CRD ;

Que la société MHO, n'ayant saisi le CRD qu'à la date du 07 janvier 2011 au lieu du 30 décembre 2010 au plus tard, son recours doit être déclaré irrecevable ;

DECIDE :

- 1) Déclare irrecevable la société Matériel Hospitalier S.A. en sa saisine ;
- 2) Dit que le Directeur général de l'ARMP est chargé de notifier à la société Matériel Hospitalier S.A, au Projet Hôpital Dalal Jamm ainsi qu'à la DCMP, la présente décision qui sera publiée.

Le Président

Abdoulaye SYLLA